



LE MAILLON DE CHAÎNE

8 septembre 2020

Gazette révolutionnaire de GFT Blanquefort
éditée par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste



Le plan « France relance » pour la relance des profits... Pour l'emploi et les salaires, on ne pourra compter que sur nos luttes !

Avec « France relance », Macron et Castex viennent encore de mettre 100 milliards d'euros sur la table, essentiellement comme cadeaux directs ou indirects au patronat. Sous prétexte de relancer l'économie ou de promouvoir l'écologie, ce sont les profits des multinationales qu'ils essaient de sauver.

Ces 100 milliards viennent s'ajouter au 470 milliards déjà engagés par l'Etat depuis le mois de mars. Ils viennent s'ajouter au 750 milliards du plan de relance européen décidé début juillet... qui lui-même faisait suite au plan européen de 540 milliards de prêts décidé en avril.

Des milliers de milliards sont dépensés par tous les gouvernements pour sauver les multinationales capitalistes. Mais ils sont incapables de faire face à la débâcle de leur système, la récession, l'effondrement des marchés. Ils essaient seulement de sauver les possibilités de faire du profit, de verser des dividendes aux actionnaires, de repousser le krach du système financier.

Mensonges et provocations

Ce sont les mêmes qui nous ont martelé pendant des années qu'il n'était pas possible d'embaucher et d'augmenter les salaires parce qu'il n'y avait rien de pire que de laisser des dettes aux générations futures. Les mêmes qui ont martelé qu'on ne pouvait pas maintenir les retraites parce qu'il n'y avait pas « d'argent magique » ! Les mêmes qui ont cassé le système de santé et l'éducation au nom des économies...

Ils ont été discrédités par leur incapacité à gérer la crise sanitaire. Et la rentrée scolaire vient confirmer à quel point le pouvoir n'a tiré aucune leçon des derniers mois... et rien préparé pour que ça puisse se passer au mieux. Sans politique sanitaire, ils n'ont qu'une politique policière, à coup d'amendes et d'obligations parfois intenable.

Une politique qu'ils accentuent en multipliant les provocations contre les classes populaires. Quand Darmanin revendique de parler d'« *ensauvagement* » comme l'extrême droite, quand le pouvoir prépare une loi pour « *lutter contre le séparatisme et le communautarisme* », ils font le

calcul cynique et criminel de répandre le poison du racisme pour nous diviser, nous intimider, nous faire taire.

Quand ils justifient les violences policières, contre les jeunes des quartiers populaires et contre les manifestants, ils annoncent très clairement une politique de plus en plus répressive, contre les libertés, pour imposer les reculs sociaux.

Macron s'est présenté comme le continuateur de la « République » qu'il a commémoré la semaine dernière. Oui... la République qui écrasait les révoltes ouvrières comme la Commune de Paris et qui imposait la tyrannie coloniale à des millions de travailleurs africains et asiatiques. Oui... un continuateur de cet Etat républicain qui a toujours défendu les intérêts des riches et des bourgeois.

Faire entendre notre colère, nos exigences

Les grandes phrases de Macron ne peuvent pas cacher que le chômage et la misère explosent, avec les plans de licenciements et tous les emplois précaires qui ne sont pas renouvelés. Des millions d'entre nous sont sous le seuil de pauvreté, certains sans ressource, comme les jeunes de moins de 25 ans et les sans-papiers.

Quant à ceux qui ont eu droit au chômage partiel, on leur fait comprendre qu'ils doivent s'estimer heureux... Heureux d'avoir perdu 16 % de leur revenu pendant que les grands patrons touchaient des milliards.

Face à leur mépris, face au recul social, il s'agit de faire entendre notre colère. De nouvelles journées de mobilisation sont organisées, le 12 septembre par des Gilets jaunes, et le 17 septembre par des syndicats qui appellent à une journée interprofessionnelle de grève et de manifestations. Ce sera de nouvelles occasions de faire entendre nos exigences, à commencer par un travail et un revenu digne pour tous. Pour les imposer, nous, le monde du travail et la jeunesse, ne pourrons compter que sur nos luttes, leur généralisation, en prenant nous-mêmes nos affaires en main.

Lundi 7 septembre 2020



Le 10 septembre et ensuite, prendre nos affaires en main !

La CGT de GFT, ainsi que FO et CFTC, appellent à un débrayage le jeudi 10 septembre. Allons-y le plus nombreux et nombreuses possibles. On est tous concernés. Chacune et chacun, autour de soi, dans tous les secteurs, peut entraîner les hésitants pour y participer.

Marquons le coup, pour faire entendre notre colère, dire qu'on ne se laissera pas faire, qu'on ne supporte plus leur mépris et leur façon de jouer avec nos nerfs, avec notre avenir, avec nos vies.

Nous avons besoin aussi de prendre le temps de discuter entre nous de ce que nous voulons, quelles sont nos exigences, nos revendications. Se battre pour l'emploi ou pour plus d'argent, ça ne s'oppose pas. Dans les deux cas, il faudra l'imposer à la direction et cela ne se fera que si les patrons y sont contraints.

Discutons ensemble de la lutte que nous devons mener afin de faire plier Ford et Magna, comment s'organiser le plus largement possible et démocratiquement pour imposer nos droits et pour se faire respecter. Ce sont ces liens que nous pouvons construire qui nous donneront de la force pour les mois à venir.

La bataille va être longue et pleine de pièges, de faux amis, de faux espoirs. On ne pourra la mener qu'en étant convaincus qu'on ne peut compter que sur nous-mêmes pour défendre nos droits et prendre nos affaires en main.

Pour nous, pas de « wait and see »

On voit bien autour de nous que certains sont sur une position « *wait and see* »... comme si de bonnes nouvelles pouvaient nous arriver miraculeusement. Certains évoquent même que Magna va sans doute trouver de nouveaux clients pour de nouvelles transmissions... après des années de recherche sans succès.

Tout cela est bien hypothétique... et ces hypothèses qui servent à créer un climat d'attente et d'espoirs ne nous aident pas à construire notre résistance.

La seule chose qui peut pousser la direction du groupe à trouver de nouvelles productions... c'est de lui faire comprendre que ça lui coûtera plus cher de fermer que de maintenir l'usine.

Ça s'appelle le rapport de forces, et c'est dès maintenant, sans attendre, qu'on peut le construire.

Ford, Magna : complices ! Face à eux, nos solidarités !

Quel est le deal entre les deux multinationales pour mettre en œuvre leurs restructurations ? A quel point sont-ils complices ? Qui utilise qui ? On ne sait pas vraiment... mais ce qui est sûr, c'est qu'ils ont une complicité de patrons évidente : passer des accords sur notre dos pour avoir les mains libres pour restructurer au moindre coût.

Face à eux, nos seuls alliés, ce sont tous les salariés, à commencer par ceux des deux groupes, en Allemagne, Espagne, Angleterre, dans le reste du monde... Ce sont aussi,

ici, autour de nous, tous ceux qui font face aux suppressions d'emplois. Face à la récession et à la brutalité du capitalisme, on ne s'en sortira pas isolés, boîte par boîte. Pour mettre un coup d'arrêt à leurs sales manœuvres de restructuration, il n'y aura que nos mobilisations collectives.

Déficits ?

Contrôle ouvrier sur l'économie !

Pour préparer les esprits à accepter les mauvais coups, la direction a beau jeu d'évoquer les déficits de GFT Blanquefort ces dernières années. Elle ne fera oublier à personne que c'est en grande partie de sa responsabilité, avec son incapacité à organiser correctement la production.

Mais surtout, comment faire confiance à ces chiffres ? Et même si c'était vrai... notre droit à vivre est plus important.

La seule façon de savoir réellement ce qu'il en est, ce serait de rendre publics tous les comptes : ceux de GFT bien sûr, mais aussi ceux de Magna, ceux de Ford. Et aussi les comptes personnels des actionnaires et de leurs familles, les comptes aussi des hauts cadres, bref de tous ceux qui se sont enrichis sur notre travail. Nul doute qu'on trouvera des dizaines de milliards de capital accumulé !

Rendre publics les comptes, abolir le secret bancaire et commercial, ça serait imposer notre contrôle, celui des travailleurs, sur la marche de l'économie... rompre avec ce système. Au moment où le capitalisme plonge le monde dans la débâcle, c'est la seule issue positive pour les classes populaires, elle ne pourra venir que de nos mobilisations.

Interdiction des licenciements !

Les patrons de l'automobile, constructeurs, équipementiers, sous-traitants, sont tous en train de restructurer l'organisation de la production.

Depuis des années, ils préparaient le tournant vers les véhicules hybrides et électriques. Mais la situation a changé : maintenant, ils font face à une récession globale que personne ne maîtrise. Que vont devenir les marchés ? A quel point les plans de relance vont-ils limiter les dégâts ? Les grands patrons des multinationales n'en savent rien, pas plus que les gouvernements et les Etats à leur service... ils sont dans le flou le plus total.

Leur première préoccupation, c'est les intérêts de leur classe sociale : continuer à tirer du fric, parasiter le travail pour verser des dividendes aux actionnaires, alimenter le système financier. Et s'il faut sabrer des dizaines de milliers d'emplois pour cela, ils continueront à le faire, comme ça a commencé à Renault, Airbus, Air France, etc.

Nous aussi, on a besoin de se convaincre que la seule chose qui compte, c'est nos intérêts de classe, opposés à ceux des patrons, pour nos salaires, nos emplois, notre droit à vivre dignement.

La seule issue est de leur imposer l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous, l'embauche des chômeurs et des précaires. Ça veut dire s'en prendre aux profits, aux dividendes... contester leur droit à tout décider au nom de leur propriété privée.

Si cette feuille te plaît... fais la circuler !